

**BACCALaurÉAT TECHNOLOGIQUE**  
**E6 SCIENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET GESTION**

Option : STAV

Durée : 120 minutes

---

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Aucun**

---

Le sujet comporte 2 pages

---

**Liste des documents joints en annexe**

**Document 1** : *La protection sociale progresse dans les pays en développement, mais une majorité de pauvres ne sont toujours pas couverts*, La Banque Mondiale, [banquemondiale.org](http://banquemondiale.org), 07/07/2015

**Document 2** : *Une mission pour l'agriculture bio*, [gouv.nc](http://gouv.nc), 25/10/2016

**Document 3** : *L'agriculture biologique, une chance pour les territoires*, [lagazettedescommunes.com](http://lagazettedescommunes.com), 19/09/2016

**SUJET**

**PREMIÈRE PARTIE (7 points)**

Cette première partie se rapporte au **document 1**.

**1.1-** Définir les trois notions suivantes présentes dans le texte : « pays en développement », « productivité » et « PIB (produit intérieur brut) ». **(3 points)**

**1.2-** Préciser les rôles respectifs des cotisations sociales et des prestations sociales dans l'organisation de la protection (ou de la sécurité) sociale. **(2 points)**

**1.3-** Proposer deux raisons qui justifient l'organisation d'une protection sociale dans un pays. Une réponse argumentée est attendue. **(2 points)**

**DEUXIÈME PARTIE (7 points)**

**2.1-** Le **document 2** fait référence à « l'objectif d'autosuffisance alimentaire ». Cet objectif est un objectif de certaines politiques agricoles, notamment la politique agricole commune à son origine.

**2.1.1-** Expliquer précisément cet objectif. **(1,5 point)**

**2.1.2-** Indiquer si cet objectif est facile à atteindre, justifier la réponse. **(1,5 point)**

**2.2-** Parmi les politiques agricoles mises en place en Europe ou ailleurs, d'autres objectifs ont été fixés. Proposer et expliquer deux autres objectifs possibles d'une politique agricole. **(2 points)**

Du fait de la présence de l'agriculture mais aussi d'autres activités économiques, la fonction de production reste une caractéristique importante des espaces ruraux, mais elle n'est pas la seule.

**2.3-** Préciser et expliquer deux autres fonctions des espaces ruraux. **(2 points)**

**TROISIÈME PARTIE (6 points)**

Cette partie se rapporte au **document 3**.

Dans un développement organisé d'une vingtaine de lignes ou dans un tableau, présenter, de façon précise et argumentée, les avantages et les inconvénients du développement de l'agriculture biologique pour les agriculteurs, les résidents et les territoires.

6 éléments de réponse sont attendus

## DOCUMENT 1

Selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, les programmes de filets de sécurité doivent gagner en efficacité pour assurer une plus grande couverture.

Alors qu'un nombre croissant de **pays en développement** investissent dans la protection sociale pour améliorer le quotidien et les niveaux de vie des personnes pauvres et vulnérables, 773 millions d'individus, soit environ 55 % de la population pauvre mondiale, ne sont toujours pas couverts, en particulier dans les pays à faible revenu et les zones urbaines. (...)

Cette étude rappelle que plus de 1,9 milliard d'individus dans 136 pays à revenu faible et intermédiaire bénéficient désormais de programmes de filets de protection sociale. Pour le seul continent africain, le nombre de pays s'étant dotés de programmes sociaux a doublé en trois ans, comme le démontrent des évaluations rigoureuses attestant de l'efficacité de ces dispositifs. Mais trois quarts des pauvres dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure (et plus d'un tiers des plus démunis dans les pays à revenu intermédiaire en général) n'ont toujours pas de couverture sociale et sont de ce fait exposés à des risques. (...)

*« Davantage de pays, tous niveaux de revenu confondus, investissent dans des programmes de protection sociale, parce que ceux-ci sont porteurs de transformations. Il est avéré que ces programmes permettent aux familles pauvres d'investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants, d'améliorer leur **productivité** et de résister aux chocs, rappelle Arup Banerji, directeur principal du pôle Travail et protection sociale du Groupe de la Banque mondiale. Nous devons redoubler d'efforts pour combler le manque de couverture et toucher les plus démunis en renforçant l'efficacité des programmes de protection sociale, grâce à un meilleur ciblage, une cohérence accrue des politiques, une meilleure intégration administrative et le recours aux technologies. »*

Selon le rapport, les dépenses cumulées en faveur des filets de protection sociale dans 120 pays en développement entre 2010 et 2014 sont ressorties à environ 329 milliards de dollars. Bien conçus, les programmes se révèlent rentables puisqu'ils ne mobilisent que 1,5 à 1,9 % du **PIB**, bien moins que la plupart des subventions publiques aux carburants.

## DOCUMENT 2

Jacques Pior, responsable national du développement de l'agriculture biologique pour l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), est invité dans le cadre de la mission de coordination régionale du « réseau de fermes pilotes bio » confiée à la Chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie (CANC). Sur la base de sa longue expérience, l'expert apportera son analyse sur la structuration du plan de développement de l'agriculture biologique en Nouvelle-Calédonie. Pendant leur entretien, Philippe Germain, également en charge du secteur de l'agriculture, est revenu sur les mesures prises par le gouvernement ces douze derniers mois en faveur de l'agriculture biologique : reconnaissance officielle des signes de qualité, accessibilité des produits phytosanitaires compatibles avec l'agriculture bio, autorisation d'importation de semences et d'intrants bio...

Le développement de l'agriculture biologique, soutenu à hauteur de 170 millions de francs par an par les collectivités calédoniennes, s'inscrit dans l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

## DOCUMENT 3

« Manger bio et local c'est l'idéal. » La Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) lance sa 6<sup>ème</sup> campagne nationale alors que tous les voyants sont au vert. Le marché des produits biologiques connaît depuis plusieurs années une croissance à deux chiffres, atteignant 14,7 % en 2015, avec des pics à +20 % en vente directe et – selon leurs propres confidences – chez certaines grandes enseignes !

Cette dynamique est portée par une forte demande : neuf Français sur dix ont consommé bio en 2015, dont 65 % régulièrement. L'an passé, les surfaces cultivées en bio ont augmenté de 23 %.

La bio change d'échelle ! C'est une chance pour les territoires ruraux car ce mode d'agriculture est non seulement en forte croissance, mais génère davantage d'emplois. Ainsi, avec seulement 5 % des terres cultivées, il représente déjà 10 % de l'emploi agricole.

### **Paysages et biodiversité préservés.**

Et il s'agit d'un développement durable. Il préserve les paysages et la biodiversité qui font la spécificité de nos régions. Il permet aussi de réaliser d'importantes économies. Savez-vous que le traitement des eaux induit par l'utilisation de pesticides et engrais chimiques engendre un surcoût de 7 à 12 % sur les factures des usagers ? Les agences de l'eau ne s'y trompent pas et nombreuses sont celles qui aident pour ces raisons au développement de l'agriculture biologique.